

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Chapitre 1.	
Présentation de l'étude	7
Section 1. Objectifs	7
Section 2. Équipe	8
Section 3. Nature et structure de l'étude	9
Section 4. Méthodologie de la recherche empirique.	10
A. Dispositif méthodologique.....	10
B. Diffusion	11
1. Appel à contribution à portée générale	11
2. Appels à participation ciblés	12
C. Profil des participants	13
D. Traitement des données recueillies.....	14
E. Limites	15
Chapitre 2.	
État de l'art socio-économique et juridique	17
Section 1. Situation socio-économique des femmes et des hommes	18
A. Inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes.....	18
1. Inégalités dans la participation au travail	19
2. Inégalités de salaire et de position.....	21
3. Inégalités pendant la carrière.....	23
4. Inégalités au sein du ménage	24
5. Inégalités liées à la pandémie de Covid-19.....	26
B. Inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes après une rupture.....	28
1. Inégalités dans le partage des responsabilités familiales.....	29
2. Inégalités de l'impact financier d'une rupture	30
Section 2. Approche socio-ethnographique des inégalités de genre dans les couples et les familles.....	32
A. Du patrimoine du ménage ou de la famille au patrimoine individuel des femmes et des hommes	32
B. Un objet et une méthodologie de recherche complémentaires.....	34

C.	La notion de biens structurants (immeubles et entreprises).....	35
D.	La pratique des comptabilités inversées et leur impact sur la transmission des biens structurants.....	36
E.	La production de complexité et d'ignorance autour du capital familial	38
F.	La mise en œuvre inégalitaire de règles juridiques protectrices et égalitaires	38
G.	L'épreuve du droit et du terrain belges.....	40
Section 3. État du droit sur la transmission du patrimoine des couples et des familles. Analyse de droit belge et comparative.....		41
A.	Les époux.....	41
1.	Point d'entrée : célébration du mariage	41
2.	Régime matrimonial	45
a.	Existence et choix d'un régime matrimonial.....	45
b.	Régime primaire impératif.....	49
c.	Régime secondaire supplétif : communauté réduite aux acquêts	53
d.	Régime secondaire supplétif : séparation de biens	55
3.	Point de sortie : séparation et divorce.....	63
a.	Divorce contentieux.....	64
b.	Divorce par consentement mutuel.....	71
B.	Les cohabitants légaux.....	73
1.	Point d'entrée : formalisation du statut	73
2.	Régime patrimonial.....	77
3.	Point de sortie : cessation	81
C.	Les cohabitants de fait.....	84
1.	Point d'entrée : le couple	84
2.	Régime patrimonial.....	87
3.	Point de sortie : rupture non réglementée	92
D.	La transmission du patrimoine du couple au décès d'un des partenaires.....	95
1.	La dévolution légale de la succession	96
a.	Conjoint survivant.....	96
b.	Cohabitant légal survivant	98
2.	La réserve héréditaire	98
E.	Analyse comparative : France et Pays-Bas.....	100
1.	Les couples mariés : régime matrimonial et protection alimentaire	100
a.	Droit néerlandais	101
b.	Droit français	105
2.	Les partenariats	109
a.	Le partenariat enregistré néerlandais (« <i>geregistreerd partnerschap</i> »)	109
b.	Le pacte civil de solidarité français (PACS)	111

3. Les cohabitations de fait : solutions légales et jurisprudentielles . . 112
 - a. Droit néerlandais 113
 - b. Droit français 113

Chapitre 3.

Étude empirique sur la transmission du patrimoine familial aux femmes et aux hommes à l'épreuve des pratiques professionnelles 115

Section 1. Statut conjugal et patrimonial des couples 115

- A. Mariage, cohabitation légale ou union libre ? Le choix du statut du couple 115
 1. Introduction 115
 2. Le choix des couples et les attentes des partenaires 116
 3. Le moment de la formalisation du statut 118
 4. Accompagnement et cadre juridiques limités pour les couples non mariés. 121
 5. Effets genrés pour les couples non mariés en cas de séparation . . 122
 - a. L'absence de protection alimentaire légale 122
 - b. L'absence de protection patrimoniale 125
 6. Effets genrés pour les couples non mariés en cas de prédécès d'un-e partenaire 126
 7. Conclusion 129
- B. Le mariage et le régime matrimonial secondaire 129
 1. Le succès du régime de la séparation de biens 129
 2. Les idées préconçues des couples 130
 3. L'importance de l'avis des notaires : les besoins des couples, les risques et les contraintes liés au choix d'un régime matrimonial. 133
 4. Une lecture économique qui invisibilise les enjeux de genre 140
 5. Conclusion 146
- C. La créance de participation aux acquêts 146
 1. Le principe 146
 2. Les objections 147
 3. Portée du devoir de conseil du/de la notaire 150
 4. Préférence pour des mécanismes de correction alternatifs 151
 5. Argument de la liberté de choix et de la responsabilité des parties . . 153
 6. Système « *opting out* » vs. « *opting in* » 155
 7. Conclusion 155
- D. La clause de correction judiciaire en équité 156
 1. Le principe 156
 2. Les objections 156
 3. Une minorité de notaires favorables (avec des réserves) 159
 4. La réaction des couples 161

5.	De l'« <i>opting out</i> » contractuel à la suggestion d'une correction légale impérative	162
6.	Conclusion	163
Section 2. Séparation et divorce.....		164
A.	Procédures.....	164
1.	L'accès aux procédures devant le tribunal de la famille pour tous les couples.....	164
2.	Divorce par consentement mutuel, divorce contentieux, négociation d'accords : rapports de force et stratégies.....	165
3.	Procédures inadaptées aux violences conjugales	172
4.	Conclusion	175
B.	Protection alimentaire entre époux-ses	176
1.	Introduction	176
2.	Tendance à l'évitement de la protection alimentaire dans le cadre amiable	176
3.	Les freins à l'obtention de la protection alimentaire en cas de procédure contentieuse.....	180
a.	Les femmes	180
b.	Le cadre juridique.....	181
4.	Des magistrates plus sévères envers les femmes ?.....	190
5.	Conclusion	190
C.	L'hébergement et les contributions alimentaires aux enfants.....	192
1.	Introduction	192
2.	Procédure amiable.....	192
a.	Des accords combinant l'entretien et l'hébergement des enfants	192
b.	Le principe du paiement de contributions alimentaires	193
c.	La détermination du montant des contributions alimentaires ..	195
d.	Des conséquences défavorables en cas d'accords imprécis ...	196
3.	Procédure contentieuse.....	198
a.	Vertus et défauts de la procédure contentieuse	198
b.	Des tendances de genre confirmées et plus marquées	198
i.	Confirmation des tendances de genre observées en procédure amiable	199
ii.	Des tendances plus marquées sur le plan du genre	200
4.	Une fiscalité alimentaire et de l'hébergement genrée ?	204
5.	Conclusion	206
D.	La liquidation-partage.....	206
1.	Introduction	206
2.	Liquidation-partage amiable	206
a.	Des reprises de biens structurants.....	207
b.	Accords négociés et rapports de force : regards croisés des professionnel-le-s.....	209

3.	Liquidation-partage contentieuse	213
a.	L'effet du régime matrimonial	213
b.	L'absence d'évaluation légale du travail au foyer	215
c.	Les donations révocables entre époux-ses	217
d.	La cession et l'occupation du logement : l'incidence de l'intérêt des enfants	218
e.	L'asphyxie financière d'une longue procédure	221
f.	La revalorisation des créances d'investissement immobilier	223
g.	La neutralité des notaires-liquidateurs : regards croisés des professionnel-le-s	225
4.	Conclusion	227
	Section 3. Le sort du patrimoine en cas de décès	228
A.	Les droits successoraux en usufruit du/de la conjoint-e survivant-e	228
1.	Introduction	228
2.	Prise de connaissance et déconvenue	229
3.	Insécurité patrimoniale... accrue pour les femmes ?	230
a.	Inquiétudes en cas de maintien du démembrement	232
b.	Inquiétudes en cas de conversion de l'usufruit	234
4.	Difficultés supplémentaires pour les femmes en présence d'enfants non-communs	237
a.	Le droit des beaux-enfants d'exiger la conversion	237
b.	La dévalorisation du droit en usufruit par l'augmentation fictive de l'âge de l'usufruitier/ère	239
5.	Conclusion	239
B.	Planification patrimoniale	240
1.	Introduction	240
2.	Planification à l'égard du/de la conjoint-e/partenaire	240
a.	Objectif des couples	240
b.	Types d'opérations	244
i.	Donations révocables entre époux-ses	244
ii.	Testaments	247
iii.	Clause d'attribution du patrimoine commun (avantages matrimoniaux)	248
3.	Planification à l'égard des enfants	250
a.	Filles et garçons sur un pied d'égalité pour les parents	250
b.	Deux cas très spécifiques	253
i.	La reprise du château de famille par le fils aîné	254
ii.	La reprise de la ferme par un fils	255
4.	Conclusion	257
C.	Le pacte Valkeniers	258
1.	Introduction	258
2.	L'avis favorable des notaires sur la renonciation anticipée	258

3.	Une invisibilisation de l'insécurité patrimoniale du/de la conjoint-e survivant-e	262
4.	Les inconvénients : la possibilité de renonciation intégrale et le formalisme	264
5.	Une invisibilisation des enjeux de genre ou un biais indirect ? ...	266
6.	Conclusion	269

Chapitre 4.

Conclusions et recommandations	271
---	------------

Section 1. Règles de droit civil	276
--	-----

R/A-1 Définir légalement la cohabitation légale comme un statut de couple.	276
---	-----

R/A-2 Définir légalement la cohabitation de fait, en instaurant une obligation de contribution aux charges du ménage	277
--	-----

R/A-3 Donner une base légale d'évaluation judiciaire de la valeur économique du travail au foyer	278
--	-----

R/A-4 Donner une base légale d'évaluation judiciaire de la valeur économique d'une collaboration professionnelle gratuite	278
---	-----

R/A-5 Abroger la révocabilité des donations entre époux	279
---	-----

R/A-6 Donner une base légale à l'indemnité d'occupation et sa modération par le juge	279
--	-----

R/A-7 Abroger la revalorisation des récompenses et des créances d'enrichissement sans cause.	280
---	-----

R/A-8 Exclure le droit à récompense pour investissement de capital dans le train de vie du couple	281
---	-----

R/A-9 Prendre en considération des années de vie maritale précédant le mariage pour le calcul de la durée de la pension alimentaire.	281
---	-----

R/A-10 Transformer le correctif judiciaire en équité en protection légale « <i>opting out</i> »	282
---	-----

R/A-11 Mettre en place un correctif en équité et une pension alimentaire en cas de rupture pour les cohabitants légaux, « <i>opting out</i> »	282
---	-----

R/A-12 Réformer la vocation successorale en usufruit du conjoint survivant en présence d'enfants	283
--	-----

R/A-13 Réformer la conversion et la valorisation de l'usufruit du conjoint survivant	284
--	-----

Section 2. Pratiques notariales.	284
---------------------------------------	-----

R/A-14 Pouvoir résilier le contrat de mariage ou la convention de cohabitation légale.	284
---	-----

R/A-15 Devoir renouveler tous les cinq ou dix ans le contrat de mariage ou la convention de cohabitation légale	285
---	-----

R/A-16	Accroître le formalisme notarial pour toute renonciation à une protection légale formellement égalitaire	285
Section 3.	Pratiques judiciaires	286
R/A-17	Imposer de motiver le contenu des accords de partage homologués par un juge ou actés par un notaire	286
R/A-18	Revaloriser la présence des professionnels du droit dans les modes alternatifs de règlement des conflits.	287
R/A-19	Instaurer le cadre légal ou procédural d'une avance sur provision ou pension alimentaire limitée à une durée déterminée	287
R/A-20	Aide juridique et valeur du point <i>pro deo</i>	287
R/A-21	Ouvrir l'accès au tribunal de la famille pour tous les couples.....	288
 Annexe 1.		
	Traduction des citations en néerlandais.	289
 Annexe 2.		
	Questionnaire – avocat-es	301
 Annexe 3.		
	Questionnaire – magistrat-es	311
 Annexe 4.		
	Questionnaire – notaires.....	317